

Bulletin d'histoire politique

La couverture journalistique de la guerre : conditions et contraintes

Aimé-Jules Bizimana



Volume 21, Number 3, Spring–Summer 2013

Le Canada et la Deuxième Guerre mondiale

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1015323ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1015323ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Bizimana, A.-J. (2013). La couverture journalistique de la guerre : conditions et contraintes. *Bulletin d'histoire politique*, 21(3), 48–66.
<https://doi.org/10.7202/1015323ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2013

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

La couverture journalistique de la guerre : conditions et contraintes

AIMÉ-JULES BIZIMANA
*Département des sciences sociales
Université du Québec en Outaouais*

Durant la Deuxième Guerre mondiale, des centaines de correspondants de guerre canadiens et étrangers ont rapporté les événements militaires sur les différents fronts. Le 10 décembre 1939, Gillis Purcell de l'agence *Presse canadienne* (PC) et Robert T. Bowman de la CBC étaient les premiers correspondants de guerre canadiens dépêchés en Angleterre lors de la traversée du premier contingent de la 1^{re} division canadienne, dirigé par le général Andrew G. L. McNaughton. Cependant, Bowman et son technicien Arthur W. Holmes du réseau anglais de *Radio-Canada* n'ont eu la permission de monter à bord du navire amiral *Aquitania* qu'avec l'intervention des autorités à Ottawa après avoir essuyé le refus initial du capitaine du navire¹. Ce refus traduit les réticences « naturelles » des armées à accueillir les correspondants de guerre au front, suspectés du « péché originel d'indiscrétion ». Lors de la Première Guerre mondiale, les autorités britanniques n'avaient accepté que six correspondants de guerre, en les tenant néanmoins loin des tranchées. À titre de dominion, le Canada n'avait eu droit qu'à un seul correspondant, qui représentait tous les membres de la *Canadian Press Limited*².

Les réserves apparues au début du conflit laisseront par la suite place à une acceptation plus large et maîtrisée des correspondants au front. De 1939 à 1945, près de 120 correspondants de guerre canadiens ont été accrédités en vue de couvrir les opérations des forces canadiennes pour la presse écrite et la radio encore à ses débuts³. L'agence *Presse canadienne* et les deux réseaux anglais et français (CBC et *Radio-Canada*) ont été les acteurs les plus actifs. Avec une priorité assurée en raison de son vaste réseau de distribution, l'agence PC emploiera une vingtaine de correspondants de guerre dont cinq au grand débarquement de Normandie. Au cours de la guerre, Ross Munro sera le porte-étendard de la couverture

robuste de l'agence PC. L'unité outre-mer de CBC/Radio-Canada comptera une trentaine de correspondants et de techniciens. Matthew Halton (CBC) et Marcel Ouimet (*Radio-Canada*) s'illustreront avec la couverture la plus remarquable sur les deux réseaux. L'efficacité de la radio à transmettre les sons de la guerre s'accompagnera de son utilisation comme arme de propagande⁴. Les journaux canadiens ne seront pas en reste avec entre autres la présence soutenue du *Toronto Star* et du *Montreal Standard*.

Accrédités par l'armée et circulant en zone de guerre, tous les journalistes sont assujettis à la censure militaire. Celle-ci est l'œuvre de la Division des relations publiques de l'armée canadienne, qui est chargée de l'accréditation, de l'intendance et de la surveillance des correspondants sur le terrain. Pour l'armée canadienne, le raid de Dieppe en 1942 va jouer un double rôle : celui de baromètre de la censure et celui d'analyste du rapport information-effort de guerre. Ainsi, les correspondants de guerre vont être encadrés par l'armée dans le but d'empêcher la divulgation de renseignements utiles à l'ennemi, de préserver le moral des troupes et de rallier le public canadien à l'effort de guerre national. Plus que dans toute autre guerre auparavant, le dispositif militaire canadien et allié réussira littéralement à mettre « l'information en uniforme⁵ », transformant par le fait même les représentants de la presse en une caisse de résonance efficace de l'effort de guerre. Après avoir présenté l'appareil de censure au Canada et le processus d'accréditation des correspondants de guerre au front, cet article analysera le fonctionnement de la censure de l'information de guerre, dirigée par le service des relations publiques de l'armée, ainsi que la couverture des grandes opérations militaires canadiennes.

La censure de la presse au Canada

Dès le début du conflit, et comme cela avait été le cas au cours de la Première Guerre mondiale, les autorités politiques et la presse canadienne s'entendent sur la nécessité d'instaurer la censure de l'information. Deux textes sont adoptés à cette fin, d'abord les *Règlements concernant la censure*, du 1^{er} septembre 1939, puis les *Règlements concernant la défense du Canada* du 3 septembre 1939⁶. Le premier sera révoqué en janvier 1940 et c'est le second qui servira de document de référence tout au long du conflit. Un Comité de coordination de la censure est mis sur pied le 3 septembre 1939 et sera remplacé le 13 mai 1942 par la Direction de la censure, sous la gouverne du ministère des Services nationaux de guerre.

En conformité avec les *Règlements concernant la défense du Canada*, la Direction de la censure émet régulièrement des directives confidentielles à l'intention des rédacteurs en chef des journaux et des stations de radio. Publié en mars 1940, un premier *Manuel concernant la censure de la presse et de la radiodiffusion* explique les objectifs poursuivis par l'État canadien

dans sa prérogative de contrôler l'information en vue de défendre l'intérêt national⁷. Ce manuel sera suivi par plusieurs mises à jour codifiant les directives particulières de la censure destinées séparément aux journaux et à la radio. Les directeurs des stations doivent notamment surveiller la teneur des causeries et les discours à caractère politique⁸.

Après avoir envisagé l'instauration d'une censure obligatoire jugée « coûteuse, inadmissible et inefficace⁹ », le gouvernement canadien préfère finalement un système volontaire, misant sur la collaboration des responsables de la presse, en dépit des incertitudes que représente une telle pratique. Les censures britannique (avec ses fameuses *D. Notices*) et américaine (à partir de 1941) ont également recours au modèle volontaire¹⁰.

La censure vise certes tout renseignement militaire ou toute autre indiscretion exploitable par l'ennemi mais aussi les opinions fortement opposées à l'effort de guerre. De manière générale, la presse au Canada a coopéré avec les autorités fédérales, malgré une certaine confusion dans la mise en place du dispositif administratif de la censure et malgré quelques critiques¹¹. En période de crise nationale, les restrictions imposées par le gouvernement Mackenzie King à la liberté de presse et d'opinion ont été en général favorablement accueillies par une presse canadienne soucieuse de montrer une solidarité patriotique. Le système imposé aux correspondants accrédités au front sera plus contraignant.

L'accréditation des correspondants de guerre et la surveillance au front

Pour couvrir le conflit, chaque représentant d'un organe de presse doit soumettre une demande au Comité du Haut-commissaire pour la publicité en temps de guerre, en vue de l'obtention d'un permis de correspondant¹². Le permis est octroyé après vérification des antécédents et de l'identité du journaliste. Le nombre des correspondants est fixé par le comité en consultation avec la presse.

Par sa signature, tout correspondant de guerre accrédité s'engageait à se conformer à la discipline et aux ordres militaires, en respectant les règlements contenus dans un petit livret d'une vingtaine de pages. Ce livret, qui tient lieu de permis, est contresigné par un officier de l'état-major. Le Quartier général militaire canadien (QGMC) à Londres tient le registre de tous les représentants de presse accrédités. En plus des journalistes réguliers, des correspondants visiteurs sont également accrédités pour de courts séjours au front. Pendant la guerre, il est strictement interdit de s'accréditer auprès d'une force étrangère sans l'aval de l'état-major canadien.

Comme leurs confrères de la Grande guerre, les correspondants de guerre de 1939-1945 doivent porter l'uniforme militaire fourni par l'armée avec l'inscription *CANADA WAR CORRESPONDENT* aux deux épaules. Les règlements stipulent également qu'ils doivent porter un brassard au

bras droit avec l'inscription *PRESS* mais cette dernière disposition a été peu suivie. Sur le front, ils vivent généralement dans un camp de presse et sont nourris et transportés par l'armée moyennant le paiement des frais par leurs organes de presse. Les correspondants ont le grade affilié de capitaine mais ne sont pas autorisés à porter des armes¹³. À ce propos, le ministère de la Défense nationale à Ottawa avait même préparé des règlements semblables à ceux des correspondants outre-mer pour l'éventuelle accréditation de journalistes au pays, advenant une attaque sur le territoire canadien¹⁴.

Contrairement à la censure volontaire au pays, l'armée canadienne, à l'instar d'autres belligérants, impose une censure obligatoire à la presse sur le front. Dans leur permis officiel, les journalistes ont d'ailleurs signé la déclaration suivante : « Je m'engage par la présente à soumettre à la censure, tous les livres, les articles et tout autre matériel concernant la force à laquelle je suis accrédité, écrits par moi durant la période des hostilités, que je demeure un correspondant de guerre accrédité ou pas¹⁵ ». Les croquis, les photographies et les films réalisés par les journalistes, avec l'autorisation d'un commandant, sont également soumis à la censure militaire, tout comme leur correspondance privée. Après le contrôle des reportages, un cachet officiel de la censure, portant la mention « Approuvé pour publication », est apposé sur les copies papier avec la date, le nom et le numéro du censeur de terrain (*Field press censor*).

Au début de la guerre, les correspondants de guerre canadiens doivent soumettre leurs copies à la censure britannique, principalement par l'intermédiaire du ministère de l'Information à Londres. Cela s'avère un handicap pour les correspondants francophones qui se voient obligés de traduire leurs copies avant de les soumettre aux censeurs britanniques. À partir de l'invasion de l'Italie en 1943, une équipe canadienne de censeurs militaires est intégrée au Quartier général allié en Afrique du Nord à Alger. La première unité canadienne de censure de la presse sur le terrain (*N° 1 Canadian Field Press Censorship Unit*) est activée en juin 1944 sur le front Nord-Ouest¹⁶. Au total, trois sections canadiennes de censure de la presse sur le terrain seront opérationnelles en anglais et en français sous le commandement des services alliés jusqu'à la fin de la guerre.

Dans la zone des opérations, les correspondants de guerre sont placés sous la supervision d'un officier du Service des relations publiques de l'armée. Au début de la guerre, cette tâche est confiée à l'officier de relations publiques (*Public Relations Officer* ou *P.R.O.*) du Quartier général militaire canadien. À partir de 1943, le *P.R.O.* est remplacé par le *Deputy Director of Public Relations (D.D.P.R.)* au Quartier général canadien à Londres et par l'*Assistant Deputy of Public Relations (A.D.P.R.)* attaché à la 1^{re} armée canadienne. Pour toute question relative à la couverture journalistique du conflit, les correspondants doivent communiquer avec ces

responsables militaires, et c'est aussi par leur intermédiaire que les journalistes peuvent entrer en contact avec les hauts gradés canadiens. La visite d'une zone opérationnelle requiert la permission écrite d'un officier des relations publiques, et ce dernier doit escorter les correspondants de guerre sur le terrain et résoudre les litiges les concernant. Personne-ressource assurant la liaison avec le commandement, officier accompagnateur des correspondants et censeur militaire de la presse, les multiples fonctions de coordination et de surveillance des officiers de relations publiques en font un rouage essentiel du front de l'information durant la Deuxième Guerre mondiale.

En général, la censure au front concerne les renseignements militaires susceptibles d'être utiles à l'ennemi. Dans les rapports quotidiens des censeurs militaires, les nouvelles supprimées ont notamment trait aux mouvements et aux tactiques des troupes, aux ordres opérationnels, aux mentions nominatives des forces avant leur annonce officielle et aux chiffres exacts des formations¹⁷. Des divergences apparaîtront parfois entre les militaires et les journalistes, ces derniers se plaisant à rappeler que la censure ne devait être appliquée que pour des raisons de sécurité et que le général Eisenhower avait promis aux correspondants de guerre alliés qu'il n'y aurait pas de censure à caractère politique¹⁸.

Par ailleurs, la censure des nouvelles défavorables et alarmistes a été une constante durant la guerre comme en témoignent les restrictions imposées à la presse au cours des opérations difficiles à Dieppe, à Anzio, à Arnhem et dans les Ardennes¹⁹. Dans *The Information Front*, Tim Balzer mentionne également l'existence de la censure des nouvelles négatives et embarrassantes par les autorités politiques et militaires canadiennes²⁰.

Dans un sondage réalisé en 1942 par la firme Gallup sur la censure des nouvelles de guerre au Canada, les Canadiens ont répondu qu'ils en étaient satisfaits à 56 % (36 % d'insatisfaits, 8 % d'indécis); à la question spécifique «Croyez-vous qu'Ottawa renseigne suffisamment la population au sujet des torpillages dans le fleuve Saint-Laurent?», la satisfaction au Canada est à 46 % (40 % d'insatisfaits, 14 % d'indécis). Au Québec, seulement 30 % de répondants, francophones et anglophones, se sont déclarés satisfaits contre 58 % d'insatisfaits et 12 % d'indécis²¹.

Le service militaire des relations publiques

Au début de la guerre, en 1939, les correspondants de guerre canadiens sont accrédités par le *War Office* britannique à Londres en l'absence d'un service canadien chargé des relations de presse. Un bureau des relations publiques au Quartier général militaire canadien à Londres est créé en janvier 1940 sous la direction du capitaine William G. Abel. Sa principale fonction est de publiciser les activités de l'armée canadienne au front et de

faciliter le travail de la presse à cette fin, le bureau servant de point de ralliement pour les journalistes canadiens en visite et les correspondants de guerre accrédités²². Le rôle de facilitation du bureau des relations publiques s'accompagne de celui de s'assurer que les reportages de la presse sont conformes aux directives de sécurité. Le bureau collabore également avec l'Office national du film pour la production des films de guerre canadiens.

Le Corps canadien emploie également, à son quartier général, Gillis Purcell à titre d'officier de relations publiques. Correspondant de l'agence *Presse canadienne* (PC) au tout début de la guerre, Purcell est ensuite nommé capitaine. Au quartier général du Corps canadien se trouve aussi Ross Munro, le correspondant de guerre de la PC et seul journaliste, à ce moment-là, vivant en permanence avec les troupes. Il faut souligner ici qu'au début, l'équipe de *CBC/Radio-Canada* est hébergée dans l'immeuble de la BBC et non aux quartiers généraux de l'armée.

Un troisième officier de presse, James Spence, de nationalité britannique, agit pour le bureau du Haut-commissaire du Canada à Londres, Vincent Massey, ainsi que pour le compte de l'aviation et de la marine canadiennes. Néanmoins, Purcell et Spence collaborent peu avec William Abel au principal QG militaire à Londres. Cette absence de collaboration des différents services de relations publiques est due aux rivalités interservices et interpersonnelles ainsi qu'à l'attentisme du gouvernement canadien quant à la mise en place d'une instance de coordination²³.

En raison de l'absence d'opérations d'envergure et de la longue période d'attente des troupes canadiennes en Angleterre, la taille du service des relations publiques reste limitée pendant les premières années. Le nombre de correspondants de guerre canadiens accrédités est réduit et le bureau des relations publiques au QGMC ne compte alors qu'un seul photographe et un seul cameraman. La mise en action des troupes canadiennes va faire éclore une organisation de grande envergure, laquelle va mener la bataille de l'information de l'armée canadienne avec la complicité des journalistes. À ce titre, l'organisation des relations publiques de 1939-1945 surpassera de loin le rôle du Bureau canadien des archives de guerre dirigé par Max Aikten (Lord Beaverbrook) lors de la Grande Guerre. La première grande opération militaire canadienne s'avère un désastre sur les plans tant militaire qu'informationnel.

La couverture de Dieppe

Le 19 août 1942, neuf correspondants de guerre sont accrédités pour couvrir les troupes canadiennes de l'Opération *Jubilee* à Dieppe. Parmi eux, quatre sont Canadiens : Robert T. Bowman de *Radio-Canada*, Ross Munro de l'agence *Presse canadienne*, Frederick Griffin du *Toronto Star* et Wallace

Reyburn du *Montreal Standard*²⁴. Munro et Reyburn, ainsi que le Britannique Alexander B. Austin du *London Daily Herald*, sont les seuls correspondants qui parviennent à débarquer avec leurs formations. Face à un feu intense, la couverture du raid se déroule dans des conditions périlleuses et plusieurs correspondants échappent de peu à la mort. Le fiasco de l'opération militaire, avec d'énormes pertes en hommes et en matériel, va mener à l'un des pires épisodes de censure de l'information en temps de guerre.

Pendant les premières vingt-quatre heures, aucun reportage écrit par un correspondant de guerre n'est publié par la presse au Canada. Le black-out des témoignages oculaires est imposé par l'état-major des Opérations combinées, commandé par Lord Mountbatten. Seuls les communiqués officiels préparés à l'avance sont d'abord publiés dans la presse, présentant un premier portrait autant erroné qu'incomplet²⁵. Les uns des journaux insistent sur le succès de l'opération et les dépêches sont très loin du véritable compte quant à la composition des forces. Au lendemain du raid, les autres correspondants qui n'avaient pas été accrédités sont tenus à l'écart des troupes de retour de Dieppe. Assailli par les demandes insistantes de la presse, William Abel, le chef du bureau des relations publiques au Quartier général militaire canadien tente d'intercéder en faveur des journalistes mais il se heurte à une fin de non-recevoir du quartier général des Opérations combinées²⁶. Ne disposant d'aucune autorité sur l'opération, le bureau canadien des relations publiques n'est pas plus renseigné sur l'opération que les correspondants non accrédités. Les messages confidentiels entre le QG canadien à Londres et le ministère de la Défense à Ottawa démontrent l'embarras des autorités canadiennes face à une censure britannique sévère dont le résultat a été de minimiser la participation de loin majoritaire des troupes canadiennes à Dieppe²⁷.

La couverture des correspondants met l'accent sur l'héroïsme des soldats canadiens. Il faut dire que la censure de l'information a cherché à aseptiser la couverture journalistique en expurgeant les descriptions trop crues comme l'a révélé notamment Wallace Reyburn dans un article publié par le *Montreal Standard*²⁸. L'insistance sur un récit héroïque a été aussi fortement sentie dans les conférences prononcées par les correspondants de guerre à leur retour au Canada.

Dans une conférence au Forum de Montréal, Ross Munro, le correspondant de la PC racontera l'élimination de cent cinquante prisonniers allemands par le commandant britannique Lord Lovat à Dieppe. L'histoire est publiée par le *Montreal Gazette* avant l'intervention du quartier général des Opérations combinées à Londres donnant instruction aux censeurs canadiens d'empêcher la publication ultérieure de cette nouvelle. L'agence *Presse canadienne* fera également tout pour la supprimer et Ross

Munro, son correspondant en permission, sera obligé de démentir ses propos²⁹. La publication des pertes de Dieppe a également été retardée à la demande du ministère de l'Information britannique. La liste officielle des pertes de Dieppe ne sera rendue publique que le 15 septembre 1942, presque un mois après l'opération *Jubilee*. Pour les autorités britanniques et canadiennes, le choc des pertes devait être amorti pour le public canadien, affirmera plus tard Ross Munro. Exprimant son désaccord avec cet état de fait, Munro notera : « Je crois que c'était l'un des abus les plus flagrants des règlements de la censure durant la guerre³⁰ ». Par la suite, les autorités militaires à Ottawa et au front tâcheront de mieux planifier l'encadrement des journalistes, afin d'éviter de renouveler la gestion chaotique des relations de presse comme à Dieppe.

L'invasion de la Sicile et de l'Italie

Le débarquement des forces alliées en Sicile auquel participe la 1^{re} division canadienne le 10 juillet 1943 (Opération *Husky*) est couvert par quatre correspondants canadiens : Ross Munro (*Presse canadienne*), Peter Stursberg (CBC), William A. Wilson (*British United Press*) et Lionel Shapiro (*Montreal Gazette*). Une répétition générale entre le service des relations publiques et les correspondants de guerre canadiens avait eu lieu au moment de l'opération d'exercice *Spartan* en mars 1943. Le général canadien McNaughton avait alors signifié l'importance des correspondants de guerre dans l'entreprise d'informer le public canadien, appelant son état-major à accorder assistance à ces « collègues appréciés³¹ ».

En Sicile, le premier reportage publié par un correspondant de guerre est celui de Ross Munro de la *PC*. Ce scoop est réussi car la dépêche de Munro, qui devait être partagée par tous les médias à travers un *pool* international, a été acheminée au Canada sans passer par la voie habituelle de la censure alliée. Envoyé en Europe par la *PC* en 1940, Munro avait couvert la courte expédition canadienne sur l'île norvégienne de Spitzbergen dans l'Arctique en 1941. Ses reportages percutants à Dieppe et ses nombreux scoops allaient lui conférer une notoriété plus grande qu'à nul autre correspondant de guerre canadien.

En juillet 1943, Peter Stursberg de la CBC s'illustre lui aussi avec un reportage scoop en enregistrant les cornemuses des *Seaforth Highlanders of Canada* après la conquête de la ville d'Agira par les Canadiens³². Stursberg était de retour au front après avoir dû regagner Alger pour pouvoir transmettre les reportages du débarquement en Sicile où il n'avait pas encore d'équipement d'enregistrement. Le service des relations publiques de l'armée, dont la plupart des officiers étaient d'anciens journalistes de la presse écrite, avait au début tendance à favoriser l'agence *Presse canadienne* et non le nouveau médium de la radio, écrira Stursberg dans ses

mémoires³³. Avant d'arriver au Canada, les reportages du front devaient emprunter un long détour via Alger et Londres.

La campagne de Sicile est en effet marquée par plusieurs difficultés d'organisation et de communication. Comme à Dieppe, un nombre restreint de correspondants est accrédité pour l'opération d'assaut en Sicile, la priorité étant accordée à des organes de presse ayant une grande diffusion. À ce titre, l'agence *Presse canadienne* a toujours bénéficié de la première priorité. Cependant, ce système des priorités sera la source de nombreuses protestations quant au nombre des correspondants alloués à chaque organe de presse d'une part, et à la prise en compte de la couverture francophone d'autre part³⁴.

Au moment du débarquement sur l'île, une douzaine d'autres correspondants attendent impatiemment en Méditerranée, à Alger et à Tunis, l'ordre de naviguer vers la Sicile. Avec une seule place accordée à la radio d'État, le système des priorités des quartiers généraux alliés ne tenait pas compte par exemple des besoins différents pour les réseaux anglais et français CBC et *Radio-Canada*. Correspondant des neuf journaux francophones affiliés à l'agence PC depuis septembre 1942, Maurice Desjardins rejoindra la Sicile à partir de Tunis après la chute de Messine, le dernier verrou de la campagne. Desjardins était néanmoins loin sur la liste des priorités de la PC, l'agence donnant préséance à ses correspondants anglophones pour répondre d'abord à sa plus grande clientèle. À ce moment-là arrive également une équipe francophone de *Radio-Canada* sous la direction de Marcel Ouimet.

Tout juste créé, le bureau n° 2 des relations publiques n'est pas adéquatement équipé pour le transport des correspondants. Un coulage par l'ennemi a notamment causé la perte de matériel et des jeeps destinées aux correspondants. Par ailleurs, les correspondants se plaignent du manque d'équipements de communication pour transmettre leurs reportages, des retards causés par la censure et de l'absence des briefings réguliers par les autorités militaires sur le terrain. Les récriminations des correspondants de guerre canadiens se sont même retrouvées dans les pages des journaux au Canada, causant l'embarras du gouvernement³⁵. Le 14 août 1943, le *Globe and Mail* publie un article signé par Ralph Allen expliquant les ennuis des correspondants de guerre et blâmant l'inefficacité du détachement des relations publiques de l'armée canadienne³⁶. Une réorganisation s'impose.

À partir de la Sicile, les correspondants de guerre débarquent ensuite au sud de l'Italie avec la 1^{re} division canadienne au cours de l'opération *Baytown* le 3 septembre 1943. Encore une fois, Ross Munro s'illustre avec un autre scoop. Acheminé par un navire de débarquement, puis par un motocycliste et enfin par un avion vers Syracuse³⁷, le premier reportage du débarquement fera là aussi la manchette des journaux. *Radio-Canada* béné-

ficie cette fois-ci de deux correspondants. Matthew Halton, nouvellement recruté par le réseau *CBC* et Marcel Ouimet, fraîchement débarqué en Italie pour s'occuper de la couverture du réseau français. Si Ouimet subit son baptême de feu, Halton avait déjà couvert la guerre du désert en Afrique du Nord pour le *Toronto Star*³⁸. Au même moment, Paul Dupuis et Paul Barette à Londres ainsi que Benoît Lafleur à Alger complètent l'équipe du réseau français de *Radio-Canada*. À Londres, l'unité outre-mer de *Radio-Canada* s'occupe également de produire des émissions consacrées aux troupes canadiennes en Angleterre et diffuse les nouvelles canadiennes pour les soldats sur les ondes de la *BBC*. Gérard Arthur, Gerry Wilmot, Jack Peach, Rooney Pelletier, Jacques DesBaillets, Édouard Baudry et Paul Dupuis ont été les principaux contributeurs de ce service sur les deux réseaux entre 1940 et 1945.

Le débarquement en Italie est en général caractérisé par un meilleur service de relations publiques en ce qui a trait aux conditions de travail des correspondants de guerre canadiens. À la suite des difficultés rencontrées auparavant par la presse, le ministre de la Défense James L. Ralston avait demandé au colonel Richard Malone, attaché jusque-là à l'état-major du général Montgomery, de s'occuper des relations de presse et aussi de mettre sur pied un journal de l'armée canadienne, le *Maple Leaf*, qui sera lancé en janvier 1944. L'arrivée de Malone donne un second souffle au détachement des relations publiques et contribue à l'amélioration des conditions de travail des correspondants accrédités, grâce à la mise à disposition de moyens conséquents de transport et de communication. Certes, les problèmes de communication se sont manifestés au début, quand le front se déplaçait rapidement ou quand le camp de presse était installé dans de petites villes dotées de peu de moyens, mais la campagne d'Italie est marquée par une organisation plus efficace d'assistance à la presse et de transmission des reportages vers le Canada. Malone avait notamment négocié avec le quartier général allié à Alger où s'effectuait normalement la censure pour que les Canadiens puissent gérer de manière autonome leur censure, leurs transmissions et l'encadrement de leurs correspondants de guerre.

Sur le front italien, *Radio-Canada* fait bon usage de son camion d'enregistrement et de son équipement portatif. L'unité outre-mer de la SRC s'était dotée en 1940 d'un premier camion blindé spécialement aménagé pour le reportage de guerre. Avec ce camion moderne surnommé *Big Betsy*, les correspondants de guerre des réseaux anglais et français disposent d'un studio mobile avec des tables tournantes, des micros baladeurs, des batteries, un générateur et peuvent simultanément réaliser des reportages à chaud et procéder à des montages sur disques. *Big Betsy* s'était d'abord illustré avec les enregistrements des bombardements durant le blitz londonien. Grâce à cet équipement, Matthew Halton et Marcel Ouimet

deviendront les correspondants les plus connus dans les ménages canadiens. En Italie, Marcel Ouimet se fera notamment remarquer avec son fameux reportage de San Marco repris dans le monde entier. Benoît Lafleur et Peter Stursberg réussiront quant à eux à obtenir un enregistrement du discours du pape Pie XII au lendemain de la prise de Rome. « L'unique contribution du reportage radiophonique a été sa capacité d'enregistrer de petits morceaux de la guerre elle-même, les acheminer rapidement à travers les océans et les rendre aux auditeurs qui désiraient les partager avec les hommes qui livraient la bataille³⁹ » affirmera Marcel Ouimet après la guerre.

Pour opérer et entretenir les équipements d'enregistrement, l'équipe de *CBC/Radio-Canada* pouvait par ailleurs compter sur une équipe de techniciens expérimentés. Ces derniers, qu'on désignait alors « ingénieurs », étaient également accrédités à titre de correspondants de guerre. Après Arthur W. Holmes, qui avait accompagné Robert T. Bowman, le tout premier correspondant de guerre de la *CBC* en décembre 1939, plusieurs autres techniciens se sont succédé sur les deux réseaux⁴⁰.

Le débarquement en Normandie

Le grand débarquement de Normandie à l'ouverture du second front est couvert par neuf correspondants de guerre attachés aux forces canadiennes⁴¹. À son cinquième débarquement avec l'armée canadienne après Spitzbergen, Dieppe, la Sicile et l'Italie, Ross Munro ajoute un scoop mondial à un palmarès déjà bien garni. Grâce à un officier britannique lui ayant indiqué un destroyer en partance pour la Grande-Bretagne, Munro réussit à envoyer le premier reportage de la tête de pont⁴². Il est le premier mais pas le seul. Le premier lot de reportages et d'images publiés au moment du débarquement est également canadien. Il s'agit de ceux de Marcel Ouimet (*Radio-Canada*), Ronald Clark (*BUP*⁴³), William Stewart (*PC*) et Ralph Allen (*Globe and Mail*) ainsi que les images du lieutenant Frank Dubervill et du sergent Bill Grant (Unité de film et de photographie de l'armée canadienne).

Marcel Ouimet débarque dans le village de Bernières-sur-Mer avec le régiment de la Chaudière où il décrit l'accueil chaleureux des Normands. Correspondant bilingue, il est n° 1 sur la liste des priorités *CBC/Radio-Canada* le jour J. Son collègue du réseau anglais Matthew Halton et Charles Lynch (Reuters) se trouvent avec l'état-major de la 3^e division à Graye-sur-Mer. Le premier camp de presse canadien est par la suite installé à Courseulles-sur-Mer.

En Normandie et par la suite ailleurs sur le front Nord-Ouest, les correspondants de guerre sont membres du groupe de relations publiques n°3 créé par l'armée canadienne en vue de la couverture du second front.

Ce groupe est dirigé par le colonel Richard Malone rappelé du front en Italie. Absent au moment du Jour J, c'est le capitaine canadien-français Placide Labelle, un ancien rédacteur au journal *La Presse*, qui supervise le détachement des relations publiques sur le terrain le 6 juin 1944. Le groupe n° 3 relève du commandement allié *SHAEF* et du 21^e groupe d'armées tout en menant les activités d'accompagnement et de censure des correspondants de guerre dans les zones d'opérations canadiennes de manière autonome.

Commencé sur le tas en 1940 avec une poignée d'hommes disposant de ressources limitées, le service des relations publiques de l'armée canadienne est une organisation qui atteint sa maturité de 1944 à 1945, avec à son actif un personnel et des moyens imposants répartis sur trois principaux sites: le QGMC à Londres, le front italien et le front Nord-Ouest. L'efficacité du service permettra un meilleur rapport avec les correspondants de guerre canadiens par le biais des briefings et des communiqués réguliers ainsi que des reportages et des images transmis rapidement grâce à une meilleure planification et un meilleur équipement de communication. En assurant une supervision efficace de la presse et une couverture favorable de l'armée canadienne, le service des relations publiques est devenu une véritable « machine de publicité⁴⁴ ».

De la campagne de Normandie à la libération de l'Allemagne, les correspondants de guerre vont couvrir toutes les grandes opérations de l'armée canadienne et celles des troupes alliées. Halton et Ouimet font encore entendre les barrages des canons canadiens sur les ondes, notamment à Carpiquet, à Caen la « ville martyre⁴⁵ » et à Falaise. Le 25 août 1944, Matthew Halton (CBC), Marcel Ouimet (*Radio-Canada*), Maurice Desjardins (PC), J. A. M Cook (*Winnipeg Free Press*), Allan Kent (*Toronto Telegram*) et Gerald Clark (*Montreal Star*) entrent dans Paris avec la 2^e Division Blindée du général français Leclerc. Le groupe est emmené par le colonel Malone, qui avait négocié plus tôt avec le commandement américain en vue d'établir un point de transmission dans Paris libéré. Il réquisitionne alors l'hôtel Scribe d'où les correspondants canadiens parviennent à transmettre les premiers reportages de la libération dans une capitale française en liesse⁴⁶. L'hôtel Scribe deviendra, jusqu'à la fin de la guerre, un grand centre de presse allié, et ce faisant, le rendez-vous incontournable de tous les correspondants de guerre.

Après la libération de Paris, la couverture de la presse se poursuit à une cadence soutenue. Ross Munro (PC) et Frederick Griffin (*Toronto Star*) reviennent sur les plages de Dieppe le 1^{er} septembre 1944, deux ans après le raid sanglant de 1942. Matthew Halton et Marcel Ouimet font également partie du groupe qui couvre le retour symbolique des soldats canadiens à Dieppe avec le général Henri D. G. Crerar. Arrivant d'Italie presque au même moment, Peter Stursberg (CBC) et Benoît Lafleur (*Radio-Canada*)

suivent les forces américaines du débarquement au sud de la France et y rapportent les activités de la résistance française. Un an plus tôt, Lafleur et Andrew Cowan (CBC) avaient effectué des reportages auprès de la marine française à bord du sous-marin *Casabianca*, du contre-torpilleur *Le Terrible* et du croiseur *Jeanne d'Arc*⁴⁷. Accrédité par les forces franco-marocaines, Lafleur sera le seul correspondant canadien à rapporter les événements en Corse.

Les correspondants suivent également la libération de la Belgique et de la Hollande. Accompagnant un bataillon britannique, ils arrivent à Bruxelles le 4 septembre 1944, 24 heures après sa libération. Le 17 septembre, Matthew Halton et Marcel Ouimet sont les premiers à pénétrer en territoire allemand après l'une des premières percées par les forces américaines. À la suite de l'accélération des événements sur les différents fronts, les journalistes canadiens sont obligés de quitter le secteur canadien et de suivre momentanément les autres troupes alliées en vue de la libération des différentes capitales et des autres grandes villes. L'importance symbolique de la libération d'une capitale suscite évidemment un intérêt journalistique élevé dans les rédactions qui s'attendent à ce que leurs correspondants soient sur place. Cependant, pour Richard Malone, la tentation de vouloir suivre les développements dans les territoires libérés ne devait pas faire oublier que la principale préoccupation des correspondants de guerre canadiens était l'armée canadienne et que l'absence de ces derniers dans le secteur canadien ne devait pas dépasser un ou deux jours⁴⁸.

D'octobre à novembre 1944, la bataille de l'Escaut en Hollande occupe l'attention des correspondants de guerre. En l'absence de Matthew Halton, qui participe, à ce moment-là, à la 7^e campagne d'emprunt de la victoire au Canada, Marcel Ouimet couvre, pour les réseaux anglais et français de *Radio-Canada*, l'Escaut qui doit ouvrir le port d'Anvers aux Alliés. Avant son départ pour le Canada, Halton avait rapporté l'échec de l'opération *Market-Garden* à Arnhem où son reportage avait été retenu par la censure pendant trois jours.

Avec des centaines de correspondants de guerre alliés dispersés sur plusieurs fronts et opérant très près des combats, les risques associés à la couverture journalistique de la guerre sont inévitables. Durant la Grande Guerre (1914-1918) où une poignée de journalistes étaient accrédités mais tenus à distance des tranchées, la presse a eu peu de victimes dans ses rangs. Au cours de la Deuxième Guerre mondiale, la première victime canadienne a été Samuel S. Robertson de la *Presse canadienne* tué à bord du transport de troupes *SS Nerissa* à la suite d'un torpillage par un *U-Boot* en mai 1941. Durant le blitz londonien, le bureau de la PC et le camion d'enregistrement de *Radio-Canada* avaient été la cible des bombardements allemands mais il n'y avait pas eu de victimes. Après avoir survécu à un torpillage en mer alors qu'il se rendait à Alger un mois plus tôt, Édouard

Baudry de *Radio-Canada* a succombé à des tirs au-dessus du Maroc alors qu'il se rendait en avion couvrir la conférence Churchill-Roosevelt à Casablanca en janvier 1943. En juin 1944, le château de Morel à Bénvy-sur-mer en Normandie, où le camp de presse canadien avait été installé, est bombardé de manière intense. Aucun correspondant ni officier d'affaires publiques n'est tué à cette occasion mais plusieurs y perdent leurs effets personnels. En septembre 1944, William Kinmont du *Toronto Star* est capturé par les Allemands en compagnie d'un chauffeur (le caporal Brown) en Belgique. Kinmont sera libéré à la fin de la guerre. Le technicien Clifford W. Speer périra dans une collision entre le camion d'enregistrement de *Radio-Canada* et un camion militaire à Londres en mai 1945, quelques jours seulement après le jour de la Victoire en Europe. Tout au long de la guerre, le détachement des relations publiques aura également plusieurs victimes, blessés, prisonniers et tués. Les photographes et les cameramen de l'armée avaient la tâche la plus dangereuse⁴⁹.

Au début de 1945, plusieurs correspondants canadiens se trouvent en permission au Canada au moment où les troupes canadiennes tiennent le saillant de Nimègue en Hollande. Après une réunion à l'hôtel Windsor à Montréal le 5 janvier 1945, la *Canadian Press War Correspondents Association* (CPWCA) est créée par un groupe de huit correspondants de l'agence de presse PC. Le correspondant Ross Munro en est désigné président. Après la guerre, cette association deviendra tout simplement la *Canadian War Correspondents Association* (CWCA) et regroupera notamment tous les correspondants de guerre accrédités pendant la guerre et les officiers de relations publiques⁵⁰.

La dernière poussée des Alliés contre l'Allemagne débute en février 1945 à l'ouest avec l'opération *Veritable* de la 1^{re} armée canadienne dans le saillant de Nimègue. Au cours d'un briefing confidentiel avant l'assaut, le général Crerar avait lui-même communiqué les détails de l'opération aux correspondants de guerre canadiens dont Matthew Halton (CBC) et Benoît Lafleur (*Radio-Canada*). Encore une fois, les correspondants traversent le Rhin en faisant l'aller-retour entre le secteur canadien et les troupes alliées qui progressent vers Berlin. William Herbert (CBC) et Paul Barette (*Radio-Canada*), qui étaient jusque-là en Italie, viennent rejoindre le camp de presse sur la frontière hollando-allemande au sein de l'opération *Gold-falke*, le transfert secret des troupes canadiennes de l'Italie vers la Hollande. La rétention de l'information sur ce transfert important pendant plus de deux mois est l'un des épisodes marquants de la censure militaire canadienne⁵¹. Un autre nouveau venu au front est Graham Spry pour le compte du *Citizen* d'Ottawa. Au même moment, René Lévesque est accrédité par l'armée américaine à titre de correspondant de guerre et accompagne d'abord la 3^e armée du général Patton, ensuite la 7^e armée du général Patch. Avec les forces de Patch, Lévesque est également officier de

liaison au sein de la 1^{re} armée française du général de Lattre de Tassigny intégrée à la 7^e armée américaine. Recruté par l'*Office of War Information* (OWI), le service officiel de propagande américain, René Lévesque était arrivé à Londres en mai 1944 pour travailler comme annonceur à la section française de l'*American Broadcasting Station in Europe* (ABSIE)⁵². Léo Cadieux avait également été accrédité à la fin août 1944 pour représenter les journaux francophones *La Presse* et *La Patrie*. Ancien directeur adjoint du bureau des relations publiques de l'armée canadienne à Ottawa, Cadieux ne restera cependant que trois mois à Paris.

Au début de 1945, les correspondants de guerre découvrent les camps de concentration. Comment traduire pour les lecteurs et les auditeurs la stupéfaction devant l'horreur des camps et la découverte de la fabrication de la mort à grande échelle? Voilà un défi insurmontable pour la presse. Face à l'immensité et à l'irréalité de la Shoah, plusieurs correspondants vont réaliser la difficulté de révéler les innombrables atrocités sans être accusés de verser dans une propagande monstrueuse. Une partie du blâme est à chercher dans la propagande alliée et ses histoires inventées d'atrocités allemandes qui avaient cours lors de la Première Guerre mondiale⁵³. Les correspondants de guerre canadiens rapporteront la découverte des camps de concentration en Belgique, en Hollande et en Allemagne.

À la fin avril 1945, les correspondants canadiens se trouvent au point de jonction américano-soviétique sur l'Elbe. Le 5 mai, ils assistent à la capitulation allemande sur le front canadien devant le général Charles Foulkes à Wageningen en Hollande.

Gerald Clark du *Montreal Standard* est le seul correspondant canadien parmi les dix-sept correspondants de guerre alliés désignés par le SHAEF pour couvrir la cérémonie officielle de reddition de la Wehrmacht devant le général Dwight D. Eisenhower à Reims. À titre de représentant canadien, Clark est également chargé de réaliser un reportage pour la CBC⁵⁴. Ross Munro (PC) et Matthew Halton (CBC) sont quant à eux choisis pour couvrir la cérémonie de capitulation organisée aussi à Berlin pour l'état-major russe. Deux mois après la capitulation de l'Allemagne, une dizaine de correspondants entreront à Berlin avec un bataillon canadien membre des forces britanniques d'occupation de la capitale allemande.

Avec la fin de la guerre en Europe, William Stewart de la *Presse canadienne* rapporte les événements sur le front Pacifique où les Japonais résistent encore farouchement. Il avait été dépêché en mars 1945 pour couvrir les opérations des forces sous le commandement du général MacArthur alors à Manille. Stewart se trouve à Bornéo avec des troupes australiennes quand Hiroshima est frappée. L'arme atomique met véritablement fin à la Deuxième Guerre mondiale. Au moment où le Japon rend les armes, Stewart rapporte la libération des prisonniers canadiens tout juste relâchés à Hong-Kong.

Conclusion

Hébergés dans des camps de presse installés à proximité de la ligne de front, souvent accrédités dans les premières vagues d'assaut au moment des débarquements, les correspondants de guerre ont sans contredit travaillé dans des conditions périlleuses. Presque chaque journaliste a vécu un événement qui aurait pu lui coûter la vie. Avec seulement trois morts, deux correspondants (*Presse Canadienne* et *Radio-Canada*) et un technicien (*Radio-Canada*), le nombre de victimes canadiennes a été très en deçà des dizaines de confrères alliés tués au cours du conflit.

Dans toutes les armées, le rôle des correspondants de guerre était primordial. L'armée canadienne a tout mis en œuvre, graduellement mais résolument, pour assister la presse dans l'entreprise de transmettre les nouvelles de guerre. L'information diffusée aux Canadiens était évidemment fortement encadrée par la censure au pays et au front. Inspiré du modèle britannique, puis opérant sous le commandement allié, un système rodé de contrôle de l'information et des reportages de la presse a été mis en place sur le terrain avec le concours des censeurs militaires du détachement des relations publiques. Les indiscretions militaires et stratégiques susceptibles d'intéresser l'ennemi mais aussi les nouvelles démoralisantes et embarrassantes comme les erreurs du commandement devaient être ainsi écartées des dépêches des agences de presse, des pages des journaux et des ondes des radios. À chaque fois que la situation était nettement défavorable pour les Alliés comme à Dieppe, la censure s'est montrée plus sévère à l'égard de la presse sur le terrain.

L'attitude des correspondants de guerre face à la guerre a aussi contribué à une couverture journalistique fortement teintée de patriotisme. Mis à part quelques exceptions, il était certes très difficile de défier la censure militaire sans risquer immédiatement une désapprobation des autorités et une expulsion du théâtre des opérations. «Non nous n'étions pas libres mais je n'ai jamais senti que j'étais un agent de relations publiques pour le gouvernement⁵⁵», affirmera Ross Munro après la guerre. Entièrement absorbés par une guerre qui menaçait les intérêts vitaux du Canada et de ses alliés et par un appareil de contrôle militaire puissant, les correspondants de guerre en uniforme se sont aussi bien gardés, par autocensure, de publier les nouvelles négatives et dommageables pour l'armée canadienne, évitant ainsi de mettre un grain de sable dans l'engrenage de l'effort de guerre.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Albert E. Powley, *Broadcast from the Front: Canadian Radio Overseas in the Second World War*, Toronto, Hakkert, 1975, p. 5.

2. Voir Aimé-Jules Bizimana, « Le Canada et la Grande Guerre : les nouvelles du front », *Bulletin d'histoire politique* [dossier spécial sur la Première Guerre mondiale], vol. 17, no. 2, hiver 2009, p. 21-43.
3. Le chiffre de 120 correspondants de guerre est une estimation à partir de différentes listes dont celle établie dans George Powell, *Life and Times of the Canadian Press War Correspondents Association and the Canadian War Correspondents Association* [Pamphlet: *An Informal Compact Record: 50th Anniversary (1945-1995)*], 1994.
4. Hélène Eck (dir.), *La guerre des ondes : histoire des radios de langue française pendant la Deuxième Guerre mondiale*, Montréal, Hurtubise, 1985.
5. L'expression est utilisée dans un sens premier « d'information aux couleurs et aux ordres de l'armée » et non dans celui d'uniformisation de l'information utilisée par Marc Ferro (*L'information en uniforme*, Paris, Ramsay, 1991).
6. Voir Ministère de la Défense nationale [MDN], Direction Histoire et Patrimoine [DHP], 72/295, *Report on Censorship, A Narrative on the Organization, Activities and Demobilization of Censorship During the War of 1939-1945* et Paul-André Comeau, Claude Beauregard et Edwidge Munn, *La démocratie en veilleuse : rapport sur la censure, récit de l'organisation, des activités et de la démobilisation de la censure pendant la guerre de 1939-45*, Montréal, Éditions Québec/Amérique, 1995. Pour d'autres synthèses, voir entre autres Aimé-Jules Bizimana, « Le contrôle de l'information » dans *De Marcel Ouimet à René Lévesque : les correspondants de guerre canadiens-français durant la Deuxième Guerre mondiale*, Montréal, VLB Éditeur, collection « Études québécoises », 2007, p. 285-328 ; Claude Beauregard, *Guerre et censure au Canada 1939-1945*, Sillery, Septentrion, 1998 ; François Journault, *La censure de la presse durant la Deuxième Guerre mondiale au Canada : fonctionnement de l'appareil de censure et comportement de la presse*, mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, 1997 ; William R. Young, *Making the Truth Graphic. The Canadian Government's Home Front Information Structure and Programmes during World War II*, thèse de doctorat, Université de la Colombie-Britannique, 1978 et Gillis Purcell, *Wartime Censorship in Canada*, mémoire de maîtrise, Université de Toronto, 1946.
7. Bibliothèques et Archives Canada [BAC], Fonds du Bureau du Conseil privé, RG2, vol. 5942, dossier 1, *Manuel concernant la censure de la presse et de la radiodiffusion*, 1940.
8. Documentation et archives Radio-Canada, *Censure de la radiodiffusion, Manuel Codification des directives*, Octobre 1941, Ottawa, Imprimeur du roi, 1941, p. 6.
9. Voir MDN, DHP, 72/295, *Report on Censorship, A Narrative on the Organization, Activities and Demobilization of Censorship During the War of 1939-1945*, p.1.
10. Selon Byron Price, le directeur de la censure américaine, la censure volontaire a été « une contribution patriotique des rédacteurs et des diffuseurs à la sécurité nationale ». Voir Price Byron, « Governmental Censorship in Wartime », *The American Political Science Review*, vol. XXXVI, no. 5, octobre 1942, p. 844.
11. Pour les critiques, voir entre autres Claude Beauregard, *Guerre et censure au Canada 1939-1945*, Sillery, Septentrion, 1998, p. 38-41.
12. À propos de l'accréditation, voir entre autres BAC, Fonds Gregory Clark, R 8258-o-8-E : Série Wartime, vol. 4, dossier 4-9, *Regulations for Press Representatives with The Canadian Army in the United Kingdom*.

13. L'interdiction du port d'armes a été momentanément levée au moment d'entrer en Allemagne. Voir Aimé-Jules Bizimana, *op. cit.*, p. 306.
14. Voir MDN, DHP, 111.6.003 (D1), *Regulations for War Correspondents Canadian Armed Forces (Home Forces) 1942, 1943* et Aimé-Jules Bizimana, *op. cit.*, p. 308-309.
15. BAC, Fonds Gregory Clark, R 8258-o-8-E: Série Wartime, vol. 4, dossier 4-9, *Regulations for Press Representatives with The Canadian Army in the United Kingdom*, p. 22.
16. MDN, DHP, 157.4C2009 (D10), *Corresp & Reports on Evolution of Field Press Censorship, Canadian Field Press Censorship in the War*, Apr/May 1945.
17. Voir MDN, DHP, 157.4C2009 (D6), *Press guidance notes & samples of trend copy*.
18. Lettre de Powley au major F. M. Payne dans BAC, Fonds Matthew Halton, MG R-10120, Série I-9-E, dossier: Interviews-Research-Powley.
19. Voir les détails dans Aimé-Jules Bizimana, *op. cit.*, p. 312-325.
20. Timothy Balzer, *The Information Front: The Canadian Army and News Management during the Second World War*, Vancouver, UBC Press, coll. «Studies in Canadian Military History», 2011, p. 40-41, 45-46, 99 et 167-168.
21. Chez les hommes, les taux sont de 52 % de satisfaits, 41 % de non-satisfaits et 7 % d'indécis contre 60 % de satisfaits, 31 % de non-satisfaits et 9 % d'indécis chez les femmes. Voir «La censure et les nouvelles de guerre», *La Presse*, 19 septembre 1942, p. 22.
22. Voir MDN, DHP, *Work of Public Relations Officer, CMHQ*, 7 janvier 1941, Report no. 2.
23. Voir Timothy Balzer, *op. cit.*, p. 22-23.
24. Le nombre total des correspondants de guerre accrédités par l'état-major des opérations combinées était de vingt-deux (Canadiens, Britanniques et Américains).
25. Voir entre autres Timothy Balzer, *op. cit.*, p. 89-112; Aimé-Jules Bizimana, *op. cit.*, p. 57-66 et 316-321 et Béatrice Richard, *La mémoire de Dieppe: radioscopie d'un mythe*, Montréal, VLB Éditeur, 2002, p. 47-65.
26. BAC, Fonds du ministère de la Défense nationale, RG 24, vol. 12329, dossier 4/Dieppe/1, Mémoire du major W. G. Abel, 22 août 1942.
27. Voir BAC, Fonds du ministère de la Défense nationale, RG 24, vol. 12329, dossier 4/Dieppe/1, télégramme à CANMILITRY de DEFENSOR, CGS 386, 27 août 1942.
28. *The Montreal Standard*, 22 août 1942, p. 4.
29. Voir Aimé-Jules Bizimana, *op. cit.*, p. 321.
30. Munro cité par Gillis Purcell, *op. cit.*, p. 131.
31. MDN, DHP, CMHQ Report no. 91, *Press Conference Concerning Organization of First Cnd Army and Arrangements for Press Representatives*, 25 février 1943.
32. Voir Peter Stursberg, *The Sound of War Memoirs of a CBC Correspondent*, Toronto, University of Toronto Press, 1993, p. 113-114 et A. E. Powley, *Broadcast from the Front Canadian Radio Overseas in the Second World War*, Toronto, Hakkert, 1975, p. 47-48.
33. Peter Stursberg, *op. cit.*, p. 101.
34. Voir Timothy Balzer, *op. cit.*, p. 130-140.
35. Richard S. Malone, *A Portrait of War, 1939-1943*, Don Mills, Totem Press, 1983, p. 209.

36. Ralph Allen, « War Correspondent Beset with Troubles », *The Globe and Mail*, 14 août 1943, p. 13.
37. George Powell, *loc. cit.*, p. 46.
38. Voir Matthew Halton, *Ten Years to Alamein*, Toronto, S. J. Reginald Saunders, 1944.
39. Documentation et archives *Radio-Canada*, Marcel Ouimet, « War Correspondents », [CBC TIMES Copy], p. 3-4.
40. Il s'agit des anglophones Albert Altherr, Paul F. Johnson, Lloyd Moore, Alec J. MacDonald, Harold Wadsworth, Clifford W. Speer, Laurence Marshall et Fred McCord ainsi que des francophones Claude Dostie et Joseph Beaugard.
41. Les Canadiens Ross Munro et William Stewart (*Presse canadienne*), Marcel Ouimet (*Radio-Canada*), Matthew Halton (CBC), Ralph Allen (*Globe and Mail*), Lionel Shapiro (NANA), Charles Lynch (*Reuters*), Ronald W. Clark (*British United Press*) et l'Américain Joseph Willicombe (*International News Service*).
42. Phillip, Knightley, *The First Casualty The War Correspondent as Hero and Myth Maker from Crimea to Iraq*, 3^e édition, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 2004, p. 352.
43. L'agence de presse *British United Press*.
44. Voir Timothy Balzer, *op. cit.*, p. 50-85 [chapitre 3].
45. Reportage de Marcel Ouimet (*Radio-Canada*), 10 juillet 1944.
46. Malone, *A World in Flames 1944-1945*, Toronto, Collins, 1984, p. 67-70.
47. BAC, Fonds Andrew Gillespie Cowan, MG30-E298, *CBC Overseas Unit and CBC International Service*, vol 16-16, dossier, *CBC War Correspondents*, Ordre de mission de la marine nationale française [État-major général, no. 74 E.M.G./CAB] à Benoît Lafleur et Andrew Cowan.
48. Malone cité par Timothy Balzer, *op. cit.*, p. 65.
49. Voir Timothy Balzer, *op. cit.*, p. 64.
50. Voir George Powell, *loc. cit.*, p. 1 et Aimé-Jules Bizimana, *op. cit.*, p. 243-244.
51. Voir Gillis Purcell, *Wartime Censorship in Canada*, Mémoire de maîtrise, Université de Toronto, 1946, p. 127.
52. Voir Aimé-Jules Bizimana, *op. cit.*, p. 150-155 et 245-284.
53. Phillip Knightley, *op. cit.*, p. 359-360.
54. Gerald Clark, *No Mud on the Back Seat: Memoirs of a Reporter*, Montréal, Robert Davies Publishing, 1995, p. 97.
55. Ross Munro cité par Éric Thompson dans « Canadian Warcorps in World War II: Professionalism, Patriotism and Propaganda », *Mosaic*, vol. 23, no. 3, été 1990, p. 69.